

**Union européenne - Conseil justice
et affaires intérieures - Point de
presse conjoint de M. Gérard
Collomb, ministre de l'intérieur, et
de M. Thomas de Maizière, ministre
allemand de l'intérieur - Propos de
M. Collomb**

(Luxembourg, 13 octobre 2017)

Je suis heureux de retrouver le ministre de l'intérieur allemand, mon ami Thomas de Maizière. Comme vous le savez, notre pays a été victime d'un nouvel attentat, avec la mort de deux jeunes filles à Marseille. Cela a bouleversé la France. Les problèmes de terrorisme sont des sujets extrêmement importants pour la France. C'est pour cela que tout à l'heure j'évoquerai devant le Conseil le fait que la France prolongera de six mois les contrôles aux frontières nationales.

Nous aurons par ailleurs l'occasion de discuter la proposition faite par la Commission de pouvoir prolonger les contrôles aux frontières intérieures pour terrorisme d'un an, puis deux ans. Nous sommes évidemment heureux de cette proposition, qui répond à la demande de la France et de l'Allemagne, même si, sur les modalités, nous avons quelques remarques à faire.

Enfin, pour ce qui concerne la coopération entre les services de renseignement, vous savez que le président de la République a fait la proposition d'une académie européenne du renseignement. Nous souhaitons bien évidemment travailler avec Europol, mais nous souhaitons aussi garder des relations bilatérales entre services de renseignement, qui pour nous sont extrêmement importantes dans l'échange d'informations.

La Commission a accepté la demande notamment de la France et de l'Allemagne de proposer de nouvelles règles du code Schengen, plus souples pour résumer.

Q - Cette proposition je crois ne vous satisfait pas totalement, pouvez-vous expliquer pourquoi ?

R - Nous allons en discuter lors de la session du Conseil avec le Commissaire. Nous pensons quand même que c'est un pas en avant extrêmement important. Nous en avons parlé ensemble au commissaire avec Thomas de Maizière, et la proposition qui est faite aujourd'hui est une proposition qui nous satisfait pour l'essentiel. On va dire que sur le détail, nous souhaitons pouvoir conserver notre souveraineté sur un problème qui est fondamental pour chaque pays, celui du terrorisme. Sans rien révéler de l'enquête de Marseille, on s'aperçoit par exemple que l'individu qui a tué les jeunes filles à Marseille a beaucoup voyagé entre différents pays, et le fait de pouvoir contrôler les frontières nationales en cas de menace terroriste forte reste pour nous un problème de souveraineté nationale./.

